



**PRÉFÈTE
DE MEURTHE-ET-MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale Meurthe-et-Moselle et de la Meuse
11 rue de l'île de Corse
CS 12247
54035 Nancy

Nancy, le 03/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/02/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CARBIOS 54

POLE EUROPEEN DE DEVELOPPEMENT

—
54810 Longlaville

Références : 2025_0192
Code AIOT : 0100011293

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/02/2025 dans l'établissement CARBIOS 54 implanté Rue Ernest Hemingway -- 54810 Longlaville. L'inspection a été annoncée le 10/02/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARBIOS 54
- Rue Ernest Hemingway -- 54810 Longlaville
- Code AIOT : 0100011293
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CARBIOS 54 est autorisée, par l'arrêté préfectoral 2022-1171 du 28/09/2023, à construire et exploiter une usine de dépolymérisation enzymatique de polyéthylène téréphtalate (PET) sur le territoire de la commune de Longlaville. L'usine est en phase de construction. Des dispositions particulières sont imposées à la société CARBIOS 54 lors de la phase travaux, en particulier la surveillance de la qualité des eaux souterraines.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines
- Plans d'urgence
- Sites et sols pollués

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 3.5.1	Sans objet
2	Prévention du risque inondation	Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 6.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société CARBIOS 54 réalise une surveillance des eaux souterraines et a établi un plan d'urgence inondation, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral 2022-1171 du 28 septembre 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Dès le début de la phase travaux, l'exploitant met en place un suivi de la qualité des eaux souterraines à partir d'un réseau de surveillance composé a minima des ouvrages de contrôle suivants : 1 piézomètre à l'amont du site ; 2 piézomètres à l'aval du site. La qualité des eaux souterraines est surveillée pendant une période minimale de 3 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Avant les travaux, l'exploitant procède au relevé du niveau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon d'eau de la nappe au droit de chacun des ouvrages de surveillance mis en place. Un mois après le démarrage des travaux et jusqu'à 6 mois après le début de l'exploitation des installations, l'exploitant procède à une fréquence au moins trimestrielle, au relevé du niveau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon d'eau de la nappe au droit de chacun des ouvrages de surveillance mis en place. Au-delà de cette période, l'exploitant procède à une fréquence au moins semestrielle, en période de hautes eaux et de basses eaux, au relevé du niveau piézométrique ainsi qu'au prélèvement et à l'analyse d'un échantillon de la nappe d'eaux souterraines au droit de chacun des ouvrages de surveillance mis en place. Les prélèvements et les analyses des eaux prélevées dans ces piézomètres sont réalisés par un laboratoire agréé par le ministère chargé de l'écologie, dans le respect des règles de l'art et des normes en vigueur, les composés et substances à surveiller étant

<p>les suivants : Hydrocarbures totaux; Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP); Naphtalène; Somme de benzène, toluène, éthylbenzène, xylènes (BTEX); Benzène; Indice phénols; Chrome et ses composés (en Cr); Cuivre et ses composés (en Cu); Zinc et ses composés (en Zn); Nickel et ses composés(en Ni); Arsenic et ses composés (en As); Plomb et ses composés (en Pb); Mercure et ses composés (en Hg); Etain et ses composés (en Sn); Manganèse et composés (en Mn).</p>
<p>Constats :</p> <p>La société CARBIOS 54 a mis en place un suivi de la qualité des eaux souterraines à partir d'un réseau de surveillance composé de d'1 piézomètre à l'amont (PZ2) du site et 2 piézomètres à l'aval du site (PZ7 et PZ9).</p> <p>Elle a ajouté, en tant que surveillance volontaire, 7 piézomètres sur le site et 5 piézomètres hors site, en bordure de La Chiers.</p> <p>La première campagne du suivi réglementaire a été réalisée en novembre 2023, avant le démarrage des travaux de construction de l'installation industrielle CARBIOS 54.</p> <p>La société CARBIOS 54 a ensuite réalisé 4 campagne trimestrielles en mars, juin et septembre 2024 ainsi qu'en janvier 2025.</p> <p>Le compte-rendu de la dernière campagne (janvier 2025) conclut que, en comparaison avec les 4 campagnes précédentes, les évolutions suivantes peuvent être soulignées :</p> <ul style="list-style-type: none"> • en amont du site (PZ2) : des impacts diffus en arsenic et manganèse observés en amont du site depuis la première campagne de novembre 2023 ; un impact ponctuel en hydrocarbures C10-C40 relevé lors de la campagne de juin 2024 non retrouvé depuis octobre 2024 ; une baisse des concentrations en benzène et en naphtalène depuis octobre 2024 ; • en aval immédiat du site (zone ouest : PZ7 et zone est : PZ9) : des gammes de concentrations supérieures à celles relevées en amont du site pour les paramètres hydrocarbures C10-C40, benzène, xylène, somme des 4 HAP et manganèse ; des gammes de concentration qui présentent globalement une tendance à la baisse, en comparaison à celles observées lors de la précédente campagne. <p>Le jour de la visite, le chantier est à l'arrêt. Aucune entreprise n'est présente sur le site.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Prévention du risque inondation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/09/2023, article 6.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Risque inondation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] L'exploitant établit également un plan d'urgence inondation dédié à la phase travaux, au plus tard un mois avant le début des travaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>La société CARBIOS 54 dispose d'un "Plan d'Urgence Inondation phase chantier", établi le 15 décembre 2023 et permettant de : déterminer les organes de gestion de crise ; de fixer le déroulement de la diffusion d'alerte des autorités et de l'information aux compagnons sur site ; de déterminer les mesures d'urgence à mettre en œuvre en vue de protéger les personnes et les</p>

biens présents sur site, ainsi que de prévenir tout risque de pollution; de décrire l'organisation à mettre en place, les responsables et acteurs respectifs.

Type de suites proposées : Sans suite